



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 566

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Christine Pires Beaune, pour le groupe Nouvelle Gauche.

Mme Christine Pires Beaune. Monsieur le Premier ministre, depuis le début du quinquennat, vous et votre gouvernement vous présentez sans cesse comme les champions du pouvoir d'achat. Au bout de huit mois, l'heure du premier bilan est venue et, malheureusement, force est de constater que les promesses ne sont pas tenues : la réalité vécue par la très grande majorité des Français depuis le 1er janvier est tout autre. (*« Eh oui ! sur les bancs du groupe LR. »*)

Après la baisse des allocations familiales, ils subissent désormais de plein fouet la hausse du gazole et de l'essence, des péages, des cigarettes, du forfait hospitalier, des mutuelles, des assurances, du gaz, de l'électricité, et enfin celle du fioul, de plus de 12 % en moyenne. (*Applaudissements sur les bancs des groupes NG et GDR ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

M. Fabien Di Filippo. Eh oui ! Vous avez oublié de parler de tout ça dans votre réponse précédente, monsieur Le Maire !

M. Thibault Bazin. Sans oublier la diminution de la PAJE !

Mme Christine Pires Beaune. Toutes ces hausses, qui percent le porte-monnaie de nos compatriotes, vous ne les avez pas intégrées dans votre prétendu simulateur du pouvoir d'achat. Ce simulateur, c'est de la poudre de perlimpinpin !

Vous répétez, comme s'il s'agissait d'une martingale, que la réforme des cotisations sociales va permettre à 21 millions de salariés de voir leur salaire net augmenter. Mais ce gain ne permet pas de couvrir l'augmentation du coût de la vie pour l'immense majorité de nos concitoyens. (*« Eh non ! » sur les bancs du groupe LR.*) Je ne prendrai qu'un seul exemple : celui d'un ouvrier métallurgiste clermontois qui perçoit, en janvier, 10,58 euros de plus pour un salaire net de 1 573 euros. Et que dire des retraités, dont les courriers de protestation, qui laissent transparaître leur angoisse, envahissent nos permanences, et qui perdent du pouvoir d'achat à cause de la hausse injuste de la CSG ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes NG et GDR ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

En même temps, monsieur le Premier ministre, des cadeaux sont faits aux plus aisés,...

M. Thibault Bazin. Et même aux très riches !

Mme Christine Pires Beaune. ...grands gagnants de votre réforme fiscale, avec l'instauration de la *flat tax* et la suppression de l'ISF.

M. Fabien Di Filippo. Comme Mme Pénicaud, qui va économiser 60 000 euros !

Mme Christine Pires Beaune. Pour eux, c'est vrai, la promesse est tenue – et même bien tenue : ils économisent des dizaines de milliers d'euros, voire des millions, pour une poignée d'entre eux.

M. Thibault Bazin. Le Gouvernement ment aux Français !

Mme Christine Pires Beaune. Tous vos éléments de langage, toutes vos simulations insincères n'y changeront rien, car nos concitoyens savent très bien compter. Dans leur très grande majorité, ils subissent désormais très concrètement une détérioration de leur pouvoir d'achat.

Ma question est simple : monsieur le Premier ministre, quand allez-vous enfin prendre des mesures justes en faveur du pouvoir d'achat pour tous ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes NG et GDR ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Madame la députée, je vois que vous pouvez compter, de manière surprenante, sur le soutien de la partie droite de l'hémicycle. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

M. François Pupponi. Oui, c'est le moment où il faut commencer à s'inquiéter !

M. Bruno Le Maire, ministre . Cela en dit long sur le désarroi de certaines familles politiques (*Vives exclamations sur les bancs des groupes LR et NG*), sur leur incapacité à se renouveler, à imaginer un monde différent et une France qui se reconstruit. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.* – Les exclamations se poursuivent sur les bancs des groupes LR et NG.)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Bruno Le Maire, ministre . Oui, madame la députée, nous augmentons les taxes sur le tabac, et nous l'assumons, parce que c'est une politique de santé publique nécessaire pour le pays. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.*) Oui, nous augmentons la fiscalité sur le diesel pour faire converger son prix avec celui de l'essence, parce que rien ne justifie que le diesel soit moins cher que l'essence. (« Et la CSG ? » sur les bancs du groupe LR.) Oui, nous assumons de baisser la fiscalité sur le capital, et je vois que la partie droite de l'hémicycle n'est même pas capable d'en reconnaître le bien-fondé. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.*) Cette mesure va permettre à nos entreprises d'inventer, d'innover, de créer des emplois.

La vieille politique se trouve sur certains bancs de l'hémicycle, la nouvelle politique sur d'autres : je me tourne vers vous, mesdames, messieurs les députés qui incarnez celle-ci, pour vous dire que nous la conduirons avec vous, et que c'est cela qui nous aidera à reconduire la France. (*Huées sur les bancs du groupe LR.* – *Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes REM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Christine Pires Beaune](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (2^e circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 566

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [8 février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 février 2018](#)